

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.05



L'Abcille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS. MERCREDI MATIN, 9 FEVRIER 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED. Bureau: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

Ouverture du Parlement Anglais.

Discours de la Reine.

Londres, 8 février.—La quatrième session du parlement britannique de la reine Victoria et la vingt-sixième du Royaume-Uni s'est ouverte par commission, cette après-midi, à 2 heures, avec les cérémonies habituelles.

Voici le discours de la reine : Mylords et Messieurs, Mes relations avec les trois puissances continuent à être amicales. Les négociations entre le Sultan de Turquie et le roi de Grèce se sont conclues par la signature d'un traité de paix, en vertu duquel, les relations territoriales entre les deux puissances n'ont éprouvé réellement aucun changement.

La question du gouvernement autonome de l'île de Crète a occupé l'attention des puissances. La difficulté d'arriver à un accord unanime sur certains points a prolongé, outre mesure, les délibérations; mais j'espère que ces obstacles seront surmontés.

On a reçu des avis qui ne paraissent pas très dignes de foi suivant lesquels le Kalifa aurait l'intention de marcher contre l'armée égyptienne dans le Soudan. J'ai, en conséquence, ordonné qu'un corps de troupes anglaises fut immédiatement déployé à Berber pour soutenir les troupes de sa hauteesse, le Khédive.

J'ai conclu un traité d'amitié et de commerce avec sa majesté l'empereur d'Abyssinie. Le rapport de la Commission que j'ai nommée en décembre 1896 pour faire une enquête sur l'état de certaines de nos colonies indiennes, a nettement établi qu'il y régnait une véritable détresse, par suite de la baisse des prix sur le sucre, baisse qui est due principalement à la réduction des prix de la production et surtout à l'énorme augmentation de ce produit depuis plusieurs années.

Cette baisse a été artificiellement stimulée par le système des primes accordées aux producteurs et aux fabricants de sucre de betteraves. Mais on commence à comprendre que ce système est funeste aux intérêts généraux des populations. Mon gouvernement s'est mis en communication avec ceux de ces contrées, en vue d'établir une conférence où l'on réglerait cette question. Il est très possible, comme je l'espère, que cette conférence ait pour résultat l'abolition des primes.

En attendant, des mesures vous seront proposées pour faire face aux nécessités immédiates des colonies des Indes occidentales, et y développer de nouvelles industries, pour aider celles qui sont actuellement vouées à l'industrie agricole, à traverser la crise qui sevit chez elles.

Le procès Zola.

Procès Associés.

Paris, 8 février.—Quand le procès d'Emile Zola et de M. Perrioux, gérant de l'«Aurore», à la suite des attaques de l'écrivain contre la Cour martiale qui avait acquitté Esterhazy, a été repris, hier, à la Cour d'assises de la Seine, les scènes d'hier se sont reproduites.

M. Rochefort a été acclamé à son arrivée; mais on n'a pas fait attention à l'arrivée de Zola. Le juge-président Delegergue a lu une lettre du major comte Esterhazy qui refuse de témoigner. M. Laborie, défenseur de Zola, a demandé que l'on fit comparaître Esterhazy, même en employant la force.

La cour a admis les réclamations de la défense et a décidé que le général Mercier, ancien ministre de la guerre, et le major Paty du Clam devaient être cités de nouveau en témoignage. Le tribunal a ensuite décidé que les autres témoins rapportés malades seraient visités par un médecin et cités de nouveau s'ils pouvaient se rendre au tribunal.

Madame Dreyfus a été appelée la première. Elle était habillée de noir et paraissait très affligée. Maître Laborie lui a demandé si elle pouvait dire dans quelles circonstances elle avait été informée en 1894, par le major Paty du Clam, de l'arrestation de son mari. Le juge a refusé d'admettre cette question.

M. Zola s'est alors levé et a crié: la chambre des témoins où elle a été prise d'un accès d'hystérie. A la reprise de l'audience maître Laborie a fait une déclaration dans laquelle il a réclamé le droit de poser certaines questions à Mme Dreyfus dans l'intérêt de la justice.

M. Vancassel, l'avocat général, a dit que la cour ne pouvait pas discuter de nouveau des questions légalement réglées. La cour a décidé contre la défense en déclarant que toute question n'ayant pas trait aux faits contenus dans l'acte d'accusation ne serait pas permise.

—A l'ouverture de l'audience il y a eu une terrible bousculade parmi ceux qui voulaient entrer dans la salle. L'entrée de M. Zola a été le signal d'un tumulte pendant lequel quelques cris de «Vive Zola» ont été couverts par les cris de «bas Zola». Au moment où le juge a pris place au tribunal le tumulte était si grand qu'il a ordonné aux gardes municipaux de faire circuler les groupes, encombant les portes et de faire sortir quelques spectateurs de la salle trop remplie.

Les petites fraudes de la poste.

Procès Associés.

Washington, 8 février.—Le Département de la poste apprend que les commis de transfert aux stations de chemins de fer acceptent souvent et expédient des matières postales qui n'ont pas payé tout le droit voulu. Le gouvernement se trouve ainsi privé d'un revenu considérable.

Un ordre a été lancé par le surintendant White, du service de la maille poste; il y ordonne aux commis de transfert de ne pas accepter des matières de 3e classe au même prix que les matières de 4e, à moins qu'ils ne se soient assurés que le prix exigé par les règlements, a été réellement payé, autrement, ils doivent renvoyer l'envoi au maître de poste.

Mort du Dr Lucio Palido.

Procès Associés.

Washington, 8 février.—Un télégramme reçu par M. A. F. Palido, attaché à la légation vénézuélienne à Washington, annonce la mort de son père, le Dr Lucio Palido. Le défunt était âgé de 74 ans. C'était un éminent politicien du Venezuela; il avait fait longtemps partie du corps diplomatique en Europe et dans le Sud-Amérique. Il a même été ministre du Venezuela aux Etats-Unis; il avait été ministre des affaires étrangères dans son pays.

Nouvelles du prince Henri de Prusse.

Procès Associés.

Colombo, Ceylan, 8 février.—Le croiseur allemand Geifon est arrivé ici, mais son compagnon de voyage le Deutschland n'est pas encore en vue. Le prince Henri de

Guerre entre les chemins de fer et l'association des marchands de New York.

Procès Associés.

New York, 8 février.—Le comité consultatif de l'Association des Marchands a résolu de lever un fonds, pour permettre aux directeurs d'engager une vive campagne contre les chemins de fer qui se sont ligüés contre la ville. Voici la cause de ce conflit : Les chemins de fer, ont refusé, à l'association centrale des passagers, qui a son siège à Chicago, de diminuer les prix d'excursions, pour les marchands, qui viennent en ville faire leurs achats, pour la saison de printemps.

Les marchands tiennent énormément à cette mesure qu'ils ont essayé, l'été dernier, qui leur a parfaitement réussi, qui a doublé le chiffre de leurs affaires, en août et en septembre dernier. L'association disait aux chemins de fer que ceux-ci avaient accordé la réduction demandée aux conventions et aux excursions qui se faisaient à Chicago et à St Louis et à d'autres associations commerciales. Elle désirait jouir des mêmes privilèges. La demande a été nettement refusée.

Suite d'un incendie.

Procès Associés.

Dayton, Ohio, 8 février.—Alfred Bradley, vice-président de la compagnie Bradley Cordage Twine, dont les ateliers ont été détruits hier, par un incendie, est mort d'une maladie de cœur. Sa mort a été précipitée par l'excitation que lui a causé l'incendie.

Le président Dole.

Procès Associés.

Cleveland, Ohio, 8 février.—Le président Dole est arrivé à la station de l'Union à 4 heures 50 du matin, de Buffalo par la ligne du Lake Shore; il était dans le car Corrona qu'on a laissé en gare jusqu'au moment du déjeuner, 7 heures du matin. Plus tard, M. et Mme Dole ont été conduits chez M. et Mme Cate, rue Bertram.

Mme Dole et Mme Cate sont deux sœurs; elles ne s'étaient pas vues depuis plusieurs années. Le président va poursuivre son voyage dans l'ouest ce soir. Le car spécial du président se rend à Columbus. De là, M. Dole ira visiter Kansas City. Le président a dit : «Décidément mon voyage me paraît extrêmement satisfaisant. J'ai la confiance que les lies Hawaï seront bientôt annexées aux Etats-Unis.

A Washington, j'ai eu une longue conférence avec le président McKinley; cette conférence a été on ne peut plus satisfaisante. M. McKinley est au fond, très favorable à l'annexion.» Quand on lui a montré une dépêche dans laquelle on fait comprendre qu'il a traité d'annexion serait substitué un bill d'annexion, le président a répondu : C'est là un fait que j'ignore. Ce nouveau projet a été mis en avant depuis mon départ.

Mort d'un sénateur.

Procès Associés.

Boston, Massachusetts, 8 février.—Le sénateur J. S. Hayes, de Charlestown, qui a été transporté hier à l'hôpital, a succombé à la suite d'une chute, est mort à l'hôpital ce matin. Il était âgé de 32 ans.

Le commerce de grains prenant la route du Golfe.

Procès Associés.

Des Moines, Iowa, 8 février.—La compagnie de grains McFarland a décidé que son trafic se ferait désormais par la route du golfe. Par suite, elle va abandonner ses ascenseurs à Madeira et sur d'autres points qui sont tributaires de Chicago; elle va agrandir ses établissements à Des Moines et construire un ascenseur d'une capacité de 200,000 boisseaux de grains, par jour.

Ce changement est dû à l'absorption de 50 pour cent de son stock par le chemin de fer Kansas City et Golfe. La ville va être reliée directement avec le Golfe.

Démision.

Procès Associés.

Colorado Springs, Colorado, 8 février.—Le surintendant Ch. E. Clark, de l'Union Printers Home a envoyé sa démission au président Wim B. Prescott, de l'Union Typographique Internationale. La cause de cette démission est la maladie de sa femme.

Prompts justice.

Procès Associés.

Chattanooga, Tennessee, 8 février.—Une dépêche spéciale de Nashville au «States» annonce qu'un nègre qui avait tenté d'outrager Mile Stevenson, une jeune personne employée à la fabrique, de Tennison, a été mortellement blessé aujourd'hui par G. W. Stevenson, un frère de la jeune fille. Drake avait été arrêté par des agents. Ils le conduisaient en prison au moment où Stevenson a tiré sur lui.

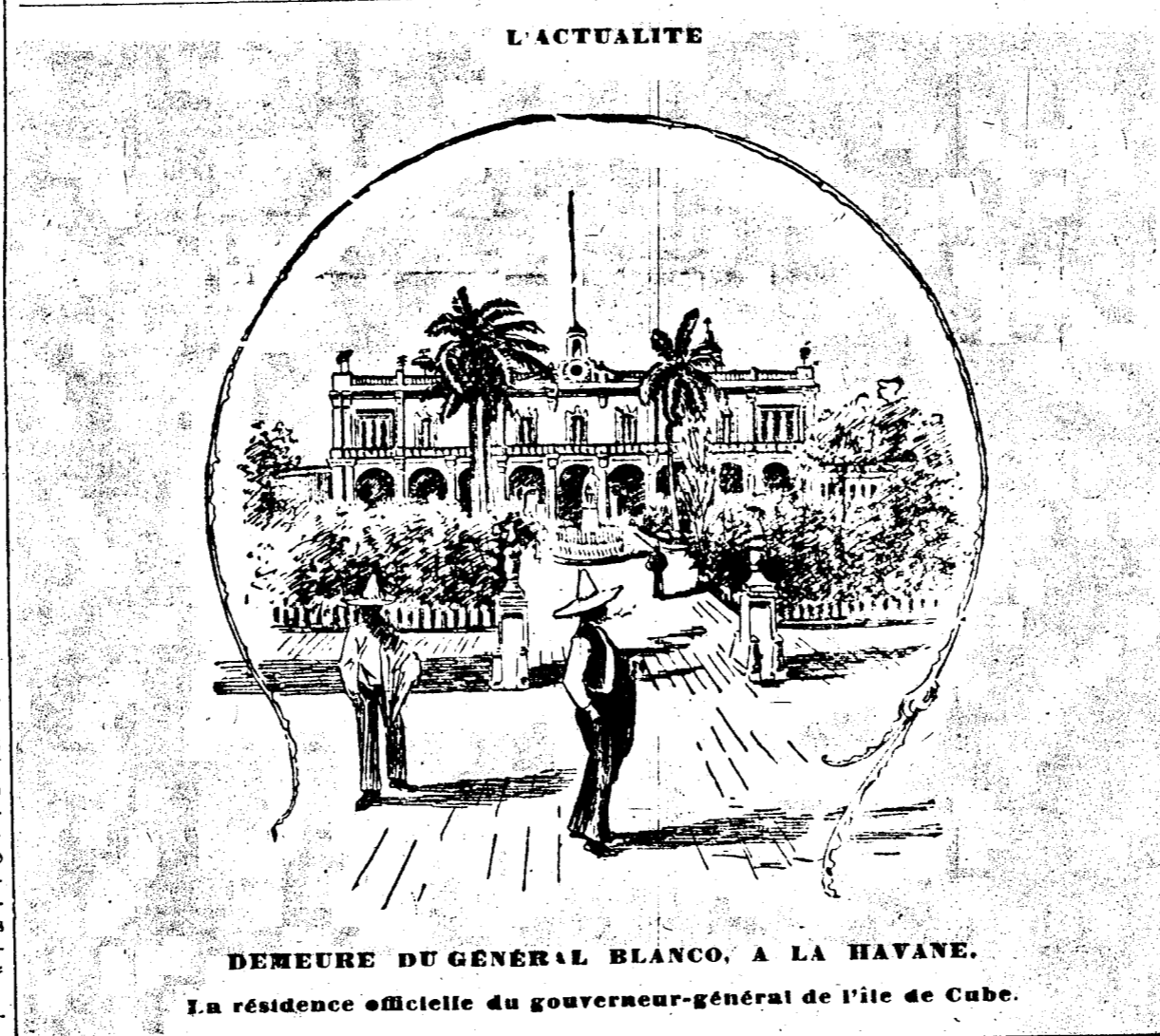
Le procès des shérifs.

Procès Associés.

Wilkesbarré, Pennsylvania, 8 février.—Avant la continuation des débats du procès du shérif Martin et de ses députés-shérifs le juge Woodward a déclaré qu'il avait reçu une lettre anonyme disant que s'il ne faisait pas certaines choses quelque chose arriverait et contenant des menaces. Le juge a ajouté : L'homme qui a écrit cette lettre entendra probablement ce que j'ai à dire, et je veux lui dire qu'il est un malfaiteur et un lâche et que de tels moyens désolés n'affecteront en rien mon jugement.

Le juge Woodward a écarté certaines déclarations faites hier par John Costello, un témoin à charge, auxquelles la défense avait objecté. Au cours de sa déposition, hier, Costello avait dit à propos de la fusillade : J'ai dit au député-shérif Hess qu'il avait fait à la belle chose, et Hess m'a répondu avec colère : Taisez-vous ou je vous traiterai de la même façon. Costello a été rappelé et on lui a demandé de dire ce qu'il avait vu sur la route entre l'hôtel Farley et Lattimer.

Il a répondu qu'il avait vu huit blessés étendus sur la route et trois morts, qu'il avait fait tout en son pouvoir pour soulager les blessés et qu'il n'avait pas trouvé d'armes sur aucun d'eux.



DEMEURE DU GÉNÉRAL BLANCO, A LA HAVANE. La résidence officielle du gouverneur-général de l'île de Cuba.

Je désire le même traitement que les assajins ou les voleurs.

Ils ont toujours le droit de se défendre, mais j'en suis privé. Je suis insulté dans les rues et la presse obscène me traîne dans la boue. Vous voyez, messieurs, que je ne trouve pas de bien des fois, mais j'en suis empêché. Mais connaissez-vous la loi, a demandé le juge à Zola ? Non, je ne la connais pas et je ne veux pas la connaître, a répondu l'accusé.

Cet incident a causé une grande excitation parmi les spectateurs. M. Laborie a demandé que la question fut posée au témoin. Le juge a répondu : J'enregistrai votre protestation si vous le désirez mais je ne peux pas poser de questions étrangères à l'acte d'accusation afin d'arriver à une décision dans l'affaire Dreyfus, qui a déjà été réglée. M. Laborie s'est alors écrié : En présence des obstacles placés dans notre chemin (cris de non, oui, parfaitement) j'ai l'honneur de demander quels sont les moyens que nous devons employer. Cela ne me regarde pas, a répondu le juge; et il y a eu des rires dans la salle. M. Laborie a proposé de soumettre une liste de questions et de laisser à la cour le soin d'indiquer celles qu'il pourrait poser. L'audience a été suspendue pour permettre la rédaction de ces questions. Durant la suspension le bruit dans la salle était assourdissant. Mme Dreyfus s'est retirée dans

Prusse ne débarquera qu'en sa qualité d'amiral.

Je désire le même traitement que les assajins ou les voleurs. Ils ont toujours le droit de se défendre, mais j'en suis privé. Je suis insulté dans les rues et la presse obscène me traîne dans la boue. Vous voyez, messieurs, que je ne trouve pas de bien des fois, mais j'en suis empêché.

Dégoutés de la Klondyke.

Victoria, Col. Brit. 8 février.—Une dépêche de Nanaimo, apprend que le steamer Nayo est arrivé de Skaguay. Il avait à bord des passagers dégoutés, fatigués du pays. Ils commencent vivement le mouvement qui entraînent tant d'hommes, dans la région de la Klondyke. Le trésor du navire s'élevait à \$10,000. Un des passagers a dit que 200 hommes expédieraient facilement tout le travail qu'il y a à faire à Skaguay. On y voit au moins 500 hommes, qui n'ont rien à faire qu'à boire et à jouer. Lors du passage du Nayo, la situation de la Corona était plus critique qu'on ne l'a rapporté. Le Nayo n'avait aucune communication avec les passagers naufragés sur l'île Lewis.

Incendie du Mont Carmel.

Mount Carmel, Penn. 8 février.—Le Mont Carmel a été complètement détruit par un incendie, ce matin. 70 habitants se sont échappés dans leurs vêtements de nuit. La perte sur la bâtisse s'élevait à \$22,000, à moitié couverts par une assurance. Les habitants de l'hôtel ont perdu tous leurs effets personnels.

La révolution au Nicaragua.

Procès Associés.

Washington, 8 février.—Le capitaine Luetze, commandant l'«A. Lerts», télégraphie au département de la marine qu'il a débarqué des marins à San Juan del Sur, Nicaragua, pour la protection du consulat américain, à cause de la révolution qui a éclaté dans ce pays.

L'indépendance de l'île de Cuba.

Procès Associés.

Washington, 8 février.—Le sénateur Cannon a présenté la résolution suivante : Attendu que les Cubains ont le droit d'être libres et indépendants, que la continuation de la guerre rappelle les patriotes de cette république constitue une violation des lois d'humanité, une menace à la liberté et au progrès des peuples de l'hémisphère d'occident, la justification d'une démarche de la part des Etats-Unis pour que l'Espagne rappelle ses forces de terre et de mer et laisse le peuple cubain jouir de la vie et de la liberté, il est résolu par le Sénat que le président des Etats-Unis est instamment prié de notifier le royaume d'Espagne que s'il ne reconnaît pas l'indépendance de la république de Cuba d'ici le 4 mars 1898, le gouvernement des Etats-Unis reconnaîtra à cette date les droits de belligérants aux patriotes cubains, et quatre-vingt-dix jours après l'indépendance de la république de Cuba.

DEPECHEs Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

NOUVELLES ETRANGERES

Plus d'emprunt chinois.

St-Petersbourg, 8 février.—Suivant une dépêche digne de foi, la Chine a décidément abandonné l'idée de lever un emprunt à Londres et ailleurs.

Réception du prince Henri de Prusse en Chine.

Pékin, 8 février.—Le Tsoung Li Yamen a ordonné au vice-roi de Nankin de recevoir le prince Henri de Prusse à son arrivée à Shanghai.

Quelques détails sur la réunion du parlement.

Londres, 20 février.—Avant de s'assembler de nouveau, un comité accompagné de plusieurs officiers et de l'inspecteur en chef de la police a fait une perquisition pour s'assurer, comme à l'ordinaire, que l'on n'avait rien préparé de funeste à la sûreté de ses membres. Le parti parlementaire Irlandais s'est réuni dans le comité-room No 1. Timothy M. Healy et ses partisans, qui s'étaient abstenus jusque là d'assister à ces réunions du parti, étaient présents à la séance. John Dillon a été réélu président, ainsi que les autres officiers.

Les ruines de Palenque.

Mexico, 8 février.—Le professeur Saville, attaché au musée américain d'Histoire Naturelle, est revenu de son exploration dans l'Etat de Chiapas. Il y a visité les ruines de Palenque. Il confirme les rapports précédents sur l'étendue de l'ancienne cité et sur l'ornementation des maisons qui ont un caractère spécial. Toutes ces choses sont maintenant ensevelies sous une épaisse forêt. Dans les maisons, il y a de magnifiques spécimens de stuc et de terra cotta, recouverts de centaines de stalactites.

Measures de précaution prises par le président Zélaya.

Managua, Nicaragua, par voie de Galveston, Texas, 8 février.—En prévision d'une révolution le président du Nicaragua, M. Zélaya, a concentré depuis quelques semaines ses troupes près de Rivas et à la frontière du Costa-Rica. Ceux qui s'étaient enfilés au Costa-Rica à la fin de la dernière révolution sont revenus au Nicaragua sous la conduite de l'ex-président Cardenas, dit-on, et se sont emparés du port de San Juan del Sur, sur la côte du Pacifique. Il y a eu des escarmouches près de Rivas avec les troupes du président Zélaya.

Une révolution semble être organisée pour renverser Zélaya. Mais celui-ci est bien préparé, dit-on, et prend activement des mesures pour réprimer le soulèvement. Le président a envoyé à Rivas le docteur Gomez, un de ses ministres, avec pleins pouvoirs d'agir comme les circonstances le commanderont.